

*Droit fiscal*

du parti progressiste-conservateur n'avons d'autre choix que de voter contre ce sous-amendement.

● (2010)

Nous parlons de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le parti progressiste-conservateur croit que la population canadienne est surchargée d'impôts par le gouvernement fédéral. Je m'appuie, pour dire cela, sur des chiffres qui sont à la disposition de tous les députés, et qui confirment clairement mon affirmation.

Il est intéressant de comparer le rendement du ministre actuel des Finances (M. Turner) à celui de son prédécesseur, M. Benson, qui ne pourrait en aucune façon être considéré comme un ministre des Finances remarquable. Regardons, par exemple, l'indice des prix à la consommation pour les années financières 1969, 1970 et 1971 et comparons-en le changement procentuel moyen à ceux du ministre actuel des Finances.

En 1969, le changement procentuel moyen de l'indice des prix à la consommation a été de 4.5. Il a été de 3.4 en 1970 et de 2.9 en 1971, soit une moyenne de 3.6 pour les trois années. Sous le ministre actuel des Finances, il a été de 4.8 en 1972, de 7.6 en 1973 et de 10.9 en 1974, soit une moyenne de 7.8 p. 100 pour les trois années.

Voyons les dépenses du gouvernement. D'après la brochure *Où va l'argent de vos impôts?* de 1974-1975, il a fallu 10,767 millions de dollars en 1968 pour répondre aux besoins de 20,644,000 Canadiens. Pour 1974, les dépenses du gouvernement sont établies à \$26,316 millions soit une augmentation de \$15,549 millions. Toutefois, la population au Canada, au 1<sup>er</sup> octobre 1974, n'est estimée qu'à 22,574,000, soit une augmentation par rapport à 1968 de seulement 1,873,000. L'accroissement démographique a été inférieur à deux millions depuis l'accession au pouvoir du gouvernement actuel sous la direction du premier ministre (M. Trudeau), mais les dépenses ont augmenté de \$15,549 millions. Pas étonnant que nos impôts soient élevés. Pas étonnant que nous, du parti conservateur progressiste, prétendions que le gouvernement actuel surimpose les Canadiens. C'est cet excès d'imposition qui est directement à l'origine de notre inflation effrénée actuelle qui ennuie tout le monde.

Deux discours très intéressants ont été faits récemment, un par le ministre des Finances au Canadian Club à Toronto et l'autre par le premier ministre aux fidèles à un dîner à \$100 le couvert à Montréal. Il y avait toute une différence de ton entre les deux discours lugubres de ces hommes et ceux qu'ils avaient prononcés avant les élections de 1974.

Dans leurs récents discours, ils étaient tous les deux d'accord sur au moins un point: 1974 n'a pas été une bonne année et 1975 ne le sera pas. Le ministre des Finances a parlé de récession accompagnée de hausse du chômage, de l'inflation et des prix. A la page 8 de son discours, il a ajouté que ces problèmes s'étaient aggravés par le quadruplage du prix imposé par les pays producteurs de pétrole. Ses propos de la page 10 me portent à croire qu'il pourrait même appuyer notre récent amendement. Voici le passage de la page 10:

[M. Crouse.]

Nous avons au pays le potentiel voulu pour maintenir et même améliorer notre niveau de vie pendant la même période. Mais nous ne pourrions probablement réaliser ce potentiel que si nous savons nous discipliner suffisamment pour ne pas vouloir tirer de l'économie plus qu'elle ne peut produire. Si nous pouvons nous entendre sur ce que chaque groupe peut attendre de l'économie, il sera possible non seulement de conserver et d'améliorer notre niveau de vie, mais encore d'amener un recul constant de l'inflation. Il ne s'agit pour personne de se priver. Ce que je dis, c'est que tous ensemble nous améliorerons grandement notre sort, au lieu de l'empirer, si nous nous unissons pour modérer nos exigences économiques.

Voilà ce que nous disons, nous du parti conservateur; il faut nous unir pour modérer nos exigences économiques. Il est d'une importance vitale que le gouvernement, à cette époque cruciale de notre histoire, donne le ton aux Canadiens en réduisant ses exigences à l'égard des particuliers. En page 11, le ministre déclare:

Comme je l'ai déjà dit, la croissance réelle de l'économie canadienne sera vraisemblablement un peu inférieure à la croissance potentielle en 1975.

Puis en page 12:

Nous comptons fortement sur une expansion rapide et constante des investissements privés, pour qu'ils donnent une vive impulsion à l'économie canadienne pendant toute l'année et par la suite. Il importe que l'homme d'affaires canadien...

Et voici une belle image poétique...

... sache lever les yeux, du creux dans lequel nous nous trouvons, pour apercevoir les crêtes qui s'annoncent à l'horizon.

C'est également ce que nous disons. Le gouvernement n'a pas su montrer la voie aux Canadiens. Mais nous sommes d'accord avec le ministre des Finances, lorsqu'il demande une importante augmentation des investissements privés. Voici ce que nous disons: donnez aux Canadiens, et donc aux sociétés canadiennes, les moyens financiers nécessaires, et ils feront le reste. Le ministre des Finances est encore revenu, en page 13, sur ce qui a servi de thème à l'ensemble de son discours:

Il ne fait guère de doute que 1975 sera une année moins solide.

Ce véritable constat d'échec a été suivi d'un discours du premier ministre devant ses fidèles à Montréal à qui il aurait dit:

Notre pays est gagné par la violence. Divisés et ne sachant que faire, les partis de l'opposition encouragent le mécontentement. Il n'y a pas de solution toute faite et ceux qui veulent s'attaquer au gouvernement ne font que susciter des problèmes supplémentaires. Ils ne cherchent qu'une chose, le scandale. Ils fouillent partout. L'atmosphère de Watergate a pollué l'atmosphère de tous les pays démocratiques.

Voilà ce que disait notre premier ministre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crouse:** Les députés d'en face ont certainement déjà entendu ce discours et ne veulent pas le réentendre.

Méfiance—tout le monde vit derrière des murs de verre. Méfiance—au gouvernement, tout le monde se méfie de tout le monde.

Je me demande pourquoi. Pourquoi les gens du gouvernement ne se font-ils plus confiance? Je me demande si le parti libéral s'est déjà demandé pourquoi tout le monde se méfiait d'eux. C'est ce que dit leur chef.

Le climat civil de notre société commence à s'affaiblir.

**Une voix:** Comptez les votes!